

Date d'affichage : le 22 mars 2011  
Date de retrait d'affichage :



**COMPTE- RENDU N° 2011/2**  
**SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 11 MARS 2011**

|  |  |
|--|--|
| <b>Séance du : Vendredi 11 mars 2011</b><br>Date d'Affichage du compte-rendu : <u>22 mars 2011</u> | L'an deux mille onze, le 11 mars à 20 h30, le Conseil Municipal, dûment convoqué en séance ordinaire par convocations individuelles expédiées le vendredi 4 mars, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, Salle des Mariages, sous la présidence de Monsieur Le Maire.   |
| <b>Nombre de Conseillers :</b><br>☞ En exercice : 23<br>☞ Présents : 15<br>☞ Absents excusés : 8   | Monsieur Gabriel DAUBE, Maire, Madame Marie-Hélène LAMY, Odile DUCREY, Pierre SAUVAGE et Alain BARRE, Adjoints.<br><u>Mesdames</u> Michèle FONTENELLE Isabelle LEVOY Françoise DESHEULLES, Monique LEBRUN, Michèle SUCCOJA, Conseillères.<br><u>Messieurs</u> Guy PAREY Denis LENESLEY, Bertrand LEBOUTEILLER, Marc FEDINI, Hervé LENORMAND, Conseillers.<br><br><u>Absents excusés</u> : Mesdames Alexandra BELHAIRE, Murielle ETIENNE, Marie- Line MARIE (procuration à Mme LEVOY), Messieurs Jérôme LECONTE, Florent DELAROQUE, Bernard JEANNE (procuration à Mme LAMY), Bernard LE GRANDOIS (procuration à Mr SAUVAGE), Jean VASSELIN (procuration à Mr le Maire). |
| <b>Assistaient également à la réunion</b>  | Madame Maryse BERNADOU, Directrice Générale des Services   |
| <b>Secrétaire de Séance :</b>  | Madame Marie- Hélène LAMY  |

**ORDRE DU JOUR :**

Approbation du Procès- verbal de la séance du 31 janvier 2011

1. Levée des pénalités de l'entreprise DUVAL dans le cadre du marché pour la construction de la caserne de gendarmerie
2. Création d'un emploi de Directeur Général des Services
3. Recrutement d'un CAE- Agent d'entretien des salles communales
4. Renouvellement CAE- Services Techniques
5. Gîtes communaux- participation aux opérations promotionnelles
6. Réalisation d'une enquête publique pour la vente du chemin rural jouxtant les parcelles ZW 76-75-12 et 17
7. Convention avec la SAUR pour la fourniture d'informations nécessaires à l'établissement de la facturation assainissement
8. Vote du compte administratif et du compte de gestion
9. Restaurant scolaire
10. Convention constitutive d'un groupement de commande pour l'amélioration de l'éclairage public
11. Revalorisation de l'indemnité du Garde- Champêtre

Approbation du Procès- verbal de la séance du 11 mars 2011 à l'unanimité.

Mr le Maire informe le Conseil Municipal que dans le cadre de ses délégations, les décisions suivantes ont été prises :

- n°2011/1 : Le délai de garantie du marché de travaux pour la construction d'une aire d'accueil des gens du voyage a expiré à compter de la notification de la présente décision.
- n°2011/2 : Passation d'une convention de mise à disposition du tennis couvert à la Maison du Pays de Lessay, pour son activité tir à l'arc le jeudi soir de : 17h30 à 18h30 et de 18h30 à 19h30. Convention conclue pour une durée de 1 an, renouvelable 2 fois, sous réserve d'une demande écrite de la Maison du Pays de Lessay.
- n°2011/3 : Passation d'une convention de mise à disposition à la Communauté de communes Sèves- Taute à titre gratuit de la salle de la bibliothèque de l'école maternelle et de la salle de jeu : tous les mercredis de 14h00 à 17h00 du mercredi 12 janvier au mercredi 20 avril 2011.
- n°2011/4 : Passation d'une convention de mise à disposition à l'association « Les Saltimbrés » à titre gratuit de la salle de motricité de l'école maternelle : le vendredi soir de 17h00 à 19h30.
- n°2011/5 : Passation d'un avenant n°2 au marché public n°3/2009- lot 6 « menuiseries intérieures bois », avec l'entreprise ORQUIN modifiant la masse des travaux, entraînant une augmentation du montant du marché de 164,16 € HT.
- n°2011/6 : Passation d'une convention globale de mise à disposition des locaux communaux, à titre gratuit, à la communauté de communes Sèves- Taute, pendant la période des vacances scolaires pour l'organisation des activités à destination des enfants inscrits au Centre de Loisirs. La convention est conclue pour une durée de trois ans.
- n°2011/7 : Passation d'un contrat de suivi et d'auto- surveillance des épandages des boues pour la Station d'Épuration de Périers pour l'année 2011, avec la Société SEDE ENVIRONNEMENT-Agence du Mont Saint- Michel- 35120 DOL DE BRETAGNE pour un montant de 3 174 € HT soit 3 348,57 € TTC. Le contrat prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2011 pour une durée de 1 an, soit jusqu'au 31 décembre 2011.
- n°2011/8 : Mise à disposition de la piscine communautaire de Coutances pour les enfants de l'école publique de Périers, pour la période du lundi 3 janvier 2011 au lundi 31 janvier pour 5 séances.

**Délibération n°2011/03/12**

**1. Levée des pénalités dans le cadre du marché passé pour la construction de la caserne de gendarmerie et 5 logements**

**Code Nomenclature : 1.1 MARCHES PUBLICS**

**Le Conseil Municipal,**

Après avoir entendu l'exposé de Mr le Maire,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, l'ordre de service de démarrage des travaux de la construction de la caserne de gendarmerie émis en juin 2009 pour une durée de 15 mois (14 mois de travaux + 1 mois de préparation), hors intempéries et congés payés, soit une livraison prévisionnelle en septembre 2010, avec une date prévisionnelle d'achèvement des travaux au 27 septembre 2010.

VU, les 41 jours d'intempéries pour le gros œuvre de l'opération,

**Considérant** que la durée globale du marché n'a pas intégré les 5 semaines de congés payés,

VU, le retard de 15 jours, enregistré par le bureau de contrôle pour la validation des documents d'exécution,

VU, le blocage du chantier, en raison du contentieux restait en suspens pour la réalisation de la chape de ravoilage, soit un retard supplémentaire de 42 jours calendaires,

VU, toutefois, la bonne volonté des entreprises de rattraper le retard,

**Considérant** que la date d'achèvement des travaux a été arrêtée au 14 février 2011,

**Après en avoir délibéré,**

**Article 1 : DECIDE** de lever les pénalités de retard dues par l'entreprise DUVAL.

**Article 2 : DECIDE** de ne pas appliquer de pénalités de retard aux entreprises titulaires des autres lots.

**Adopté à la majorité-**

**2 abstentions.**

**Délibération n°2011/03/13**

**2. Création d'un emploi de Directeur Général des Services**

**Code Nomenclature : 4.1 PERSONNELS TITULAIRES ET STAGIAIRES DE LA F.P.T**

**Le Conseil Municipal,**

Après avoir entendu l'exposé de Mr le Maire,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU, la loi n°2007-2009 du 19 février 2007, et plus spécifiquement son article 37 ayant modifié l'article 53 de la loi du 26 janvier 1984, article relatif aux emplois fonctionnels de direction des collectivités territoriales,

**Considérant** qu'aux termes de ces dispositions, le seuil de création de l'emploi de directeur général des services (DGS) est abaissé de 3 500 à 2 000 habitants,

**Considérant** dans ce cadre que les fonctions de Secrétaire Général n'existent plus,

**Considérant** que la Commune de Périers compte 2 420 habitants (population municipale au 1<sup>er</sup> janvier 2011), un emploi de Directeur Général des Services peut être créé,

**Considérant** que cet emploi ne peut être occupé que par un agent titulaire du grade d'attaché territorial,

**Considérant** que cet emploi est un emploi fonctionnel qui est occupé par détachement, pour une durée de 5 ans renouvelable,

**Considérant** les fonctions dévolues au Directeur Général des Services, à savoir : la participation à l'explicitation des orientations de la collectivité et à la mise en forme, avec l'équipe politique, d'un projet partagé par toutes les parties prenantes de l'action publique ; le pilotage de l'organisation territoriale en cohérence avec les orientations préalablement définies.

**Après en avoir délibéré,**

**Article 1** : CREE un emploi permanent de Directeur Général des Services à temps complet, à raison de 35 heures hebdomadaires.

**Article 2** : MODIFIE en conséquence le tableau des emplois :

Filière : administrative

Cadre d'emploi : Directeur Général des Services

Grade : Attaché Territorial

**Article 3** : DIT que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans l'emploi seront inscrits au Budget.

**Adopté à la majorité-**

**7 abstentions.**

**Délibération n°2011/03/14**

**3. Recrutement d'un contrat d'accompagnement vers l'emploi pour l'entretien des salles communales**

**Code Nomenclature : 4.2 PERSONNEL CONTRACTUEL**

**Le Conseil Municipal,**

Après avoir entendu l'exposé de Mr le Maire,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, le besoin constaté au niveau des services pour l'entretien des salles.

**Considérant** que la création d'un emploi permanent n'est pas possible dans l'immédiat puisque les besoins futurs de la Halle Culturelle ne sont pas encore connus,

**Après en avoir délibéré,**

**Article 1** : AUTORISE Monsieur le Maire à recruter en contrat aidé, à compter du 18 avril 2011 pour une durée de 6 mois, renouvelable une fois, un agent à temps non complet à raison de 20 heures hebdomadaires, en qualité d'agent d'entretien, qui recevra un traitement brut mensuel sur la base du SMIC en vigueur majoré de 2%.

**Article 2** : AUTORISE Monsieur le Maire à signer le contrat d'accompagnement dans l'emploi renouvelable une fois, les conventions de formations s'y rapportant ainsi que tout document annexe.

**Article 3** : DIT que l'agent recruté effectuera les fonctions suivantes :

- ☞ Entretien des salles communales
- ☞ Surveillance des enfants à la cantine
- ☞ Tenue de la régie des gîtes pendant les congés du régisseur

**Adopté à l'unanimité.**

#### **4. Renouvellement CAE des Services Techniques**

Ce point est reporté au prochain Conseil Municipal.

#### **Délibération n°2011/03/15**

#### **5. Gîtes communaux- participation aux opérations promotionnelles Code Nomenclature : 3.3 LOCATIONS**

#### **Le Conseil Municipal,**

Après avoir entendu l'exposé de Mr le Maire,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, la délibération en date du 4 juin 2010, par laquelle le Conseil Municipal a décidé le maintien des tarifs de location des gîtes de l'année 2010 pour l'année 2011,

VU, le courrier du 2 février 2011, par lequel Manche Tourisme propose à la Commune de participer à trois actions de communications sur 2011 :

#### **1. « Mai toi au vert »**

Opération nationale organisée par la Fédération Nationale des Gîtes de France sur la semaine du 7 au 14 mai 2011.

Cette offre ne concerne que les gîtes ruraux :

Capacité jusqu'à 6 personnes : prix de 200 € le week- end

Capacité à partir de 7 personnes : prix de 250 € le week end.

Pas de frais de dossier ni commission pour cette offre.

#### **2. « Soldes d'été »**

30% de réduction sur un séjour d'une semaine du 18 au 25 juin 2011 (répartis de la façon suivante : 25% propriétaire et 5% centrale de réservation).

La centrale baisse sa Commission à 8% au lieu de 13%.

#### **3. « Offre de dernière minute »**

- 100 € de réduction sur un séjour d'une semaine du 2 au 9 juillet 2011 et semaine du 20 au 27 août 2011, valable pour toute réservation effectuée 15 jours avant le début du séjour.

**Considérant** que ces opérations permettent d'augmenter le taux de location et contribuent également à faire connaître la commune, ses alentours, et la Région,

**Après en avoir délibéré,**

**Article 1 : DECIDE** de participer aux opérations promotionnelles mentionnées ci- dessus.

**Adopté à l'unanimité.**

**Délibération n° 2011.03.16**

**6. Réalisation d'une enquête publique pour la vente du chemin rural jouxtant les parcelles ZW 76-75-12 et 17 et du chemin rural n°32**

**Code Nomenclature : 3.2 ALIENATIONS**

**Le Conseil Municipal,**

Après avoir entendu l'exposé de Mr le Maire,

**VU**, le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU**, la demande de Mr et Mme GARLAN, d'acquérir le chemin communal jouxtant les parcelles ZW 76-75-12 et ZW 17 au prix de 0,65 € le m<sup>2</sup>,

**VU**, la demande de Mr Claude LECORNU d'acquérir le chemin rural n°32, jouxtant sa parcelle ZV 39,

**Considérant** que ces chemins ne sont pas affectés à l'usage du public,

**Considérant** que ces chemins sont des chemins ruraux au sens de l'article L 161-1 du Code Rural et de la Pêche maritime,

**Considérant** que du fait de cette qualification ces chemins appartiennent au domaine privé de la Commune,

**Considérant** que l'article L 161-10 du Code Rural et de la Pêche Maritime précise que « lorsqu'un chemin rural cesse d'être affecté à l'usage du public, la vente peut être décidée après enquête par le Conseil Municipal »,

**Considérant** qu'il ressort de ces dispositions qu'avant de prononcer la cession de ces chemins, une enquête doit être réalisée dans les formes prescrites par le Code précité,

**Après en avoir délibéré,**

**Article 1 : AUTORISE** l'ouverture d'une enquête publique d'une durée de 15 jours pour la cession du chemin communal jouxtant les parcelles ZW 76-75-12 et ZW 17 appartenant à Mr et Mme GARLAN et la cession du chemin rural n°32, jouxtant la parcelle ZV 39 appartenant à Mr Claude LECORNU.

**Article 2 : AUTORISE** Monsieur le Maire à désigner un Commissaire Enquêteur par arrêté municipal, qui sera affiché 15 jours avant l'ouverture de l'enquête publique et durant toute la durée de celle-ci.

**Article 3 : AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces relatives à la mise en œuvre de cette enquête publique.

**Article 4 : DIT** que le Commissaire enquêteur sera rémunéré sur la base du nombre d'heures qu'il aura effectué, sachant que le montant de la vacation horaire hors taxe, sur la valeur ajoutée, est fixé à 38,10 €.

**Article 5 : DIT** que les frais annexes engendrés par la mission confiée au Commissaire enquêteur, tels que par exemple les frais de téléphone, seront remboursés au Commissaire Enquêteur sur la base des frais réels avec présentation d'un état de frais.

**Adopté à l'unanimité.**

**Délibération n° 2011.03.17**

**7. Convention avec la SAUR pour la fourniture d'informations nécessaires à l'établissement de la facturation assainissement**  
**Code Nomenclature : 8.8 ENVIRONNEMENT**

**Le Conseil Municipal,**

Après avoir entendu l'exposé de Mr le Maire,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, le contrat d'affermage en date du 1<sup>er</sup> juillet 2004, au terme duquel, la Commune a confié à la SAUR l'exploitation du service d'eau potable. Ce contrat arrive à échéance le 30 juin 2014.

VU, la passation en parallèle d'une convention entre la commune et la SAUR confiant à cette dernière la facturation de la redevance assainissement,

**Considérant** que la commune dispose d'un service assainissement, cette convention a été résiliée,

**Considérant** qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, il a été décidé de confier au service assainissement de la commune, la facturation du service assainissement collectif,

**Considérant** toutefois, qu'afin de pouvoir établir cette facturation, le service assainissement a besoin que la SAUR lui fournisse certaines données, notamment la liste des index des compteurs d'eau potable, ainsi que la liste des ouvertures et fermetures des branchements,

**Considérant** qu'afin de formaliser la transmission de ces données, une convention doit être passée avec la SAUR,

**Après en avoir délibéré,**

**Article 1 : AUTORISE** Monsieur le Maire à passer avec la Société SAUR une convention fixant la fréquence de la fourniture des relevés de compteurs d'eau potable nécessaire à l'établissement de la facturation assainissement.

**Adopté à l'unanimité.**

**Délibération n° 2011.03.18**

**8.1. Vote du Compte administratif Budgets ville, eau, assainissement et lotissements**  
**Code Nomenclature : 7.1 DECISIONS BUDGETAIRES**

**Le Conseil Municipal,**

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 2121-31 et L 2122-21,

VU, la présentation par Mme Odile DUCREY Adjoint aux Finances du compte administratif de l'exercice 2010 dressé par Monsieur le Maire, du budget primitif et des décisions modificatives de l'exercice considéré,

**Après en avoir délibéré,**

**Article 1 : DECIDE** de donner acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

| LIBELLES  | INVESTISSEMENT           |                           | FONCTIONNEMENT           |                           | ENSEMBLE                 |                           |
|---|--------------------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|
|   | Dépenses ou déficits (1) | Recettes ou excédents (1) | Dépenses ou déficits (1) | Recettes ou excédents (1) | Dépenses ou déficits (1) | Recettes ou excédents (1) |
| <b>COMPTE ADMINISTRATIF VILLE</b>                     |                          |                           |                          |                           |                          |                           |
| Résultats reportés                                    | 144 273,58               |                           |                          | 538 298,59                |                          | 394 025,01                |
| Résultats affectés                                    |                          | 320 367,58                |                          |                           |                          | 320 367,58                |
| Opérations de l'exercice                              | 1 865 702,88             | 1 136 993,19              | 2 092 415,87             | 2 347 266,00              | 3 958 118,75             | 3 484 259,19              |
| <b>TOTAUX</b>   | <b>2 009 976,46</b>      | <b>1 457 360,77</b>       | <b>2 092 415,87</b>      | <b>2 885 564,59</b>       | <b>3 958 118,75</b>      | <b>4 198 651,78</b>       |
| Résultats de clôture                                  | 552 615,69               |                           |                          | 793 148,72                |                          | 240 533,03                |
| Restes à réaliser                                     | 100 510,00               | 267 685,00                |                          |                           | 100 510,00               | 267 685,00                |
| <b>TOTAUX CUMULES</b>                                 | <b>2 110 486,46</b>      | <b>1 725 045,77</b>       | <b>2 092 415,87</b>      | <b>2 885 564,59</b>       | <b>4 058 628,75</b>      | <b>4 466 336,78</b>       |
| <b>RESULT. DEFINITIF FS</b>                           | <b>385 440,69</b>        |                           |                          | <b>793 148,72</b>         |                          | <b>407 708,03</b>         |
| <b>COMPTE ANNEXE POUR LE SERVICE DES EAUX</b>         |                          |                           |                          |                           |                          |                           |
| Résultats reportés                                    |                          | 31 144,28                 |                          | 48 931,10                 |                          | 80 075,38                 |
| Résultats affectés                                    |                          | 4 902,72                  |                          |                           |                          | 4 902,72                  |
| Opérations de l'exercice                              | 72 812,03                | 81 985,84                 | 49 821,68                | 85 316,86                 | 122 633,71               | 167 302,70                |
| <b>TOTAUX</b>   | <b>72 812,03</b>         | <b>118 032,84</b>         | <b>49 821,68</b>         | <b>134 247,96</b>         | <b>122 633,71</b>        | <b>252 280,80</b>         |
| Résultats de clôture                                  |                          | 45 220,81                 |                          | 84 426,28                 |                          | 129 647,09                |
| Restes à réaliser                                     | 27 255,00                |                           |                          |                           | 27 255,00                |                           |
| <b>TOTAUX CUMULES</b>                                 | <b>100 067,03</b>        | <b>118 032,84</b>         | <b>49 821,68</b>         | <b>134 247,96</b>         | <b>149 888,71</b>        | <b>252 280,80</b>         |
| <b>RESULT. DEFINITIF FS</b>                           |                          | <b>17 965,81</b>          |                          | <b>84 426,28</b>          |                          | <b>102 392,09</b>         |
| <b>COMPTE ANNEXE POUR LE SERVICE D'ASSAINISSEMENT</b> |                          |                           |                          |                           |                          |                           |
| <b>COMPTE ANNEXE POUR LE SERVICE D'ASSAINISSEMENT</b> |                          |                           |                          |                           |                          |                           |
| Résultats reportés                                    |                          | 205 325,23                |                          | 58 642,50                 |                          | 263 967,73                |
| Résultats affectés                                    |                          |                           |                          |                           |                          |                           |
| Opérations de l'exercice                              | 81 796,23                | 69 822,19                 | 203 301,83               | 215 005,93                | 285 098,06               | 284 828,12                |
| <b>TOTAUX</b>   | <b>81 796,23</b>         | <b>275 147,42</b>         | <b>203 301,83</b>        | <b>273 648,43</b>         | <b>285 098,06</b>        | <b>548 795,85</b>         |
| Résultats de clôture                                  |                          | 193 351,19                |                          | 70 346,60                 |                          | 263 697,79                |
| Restes à réaliser                                     | 45 926,00                |                           |                          |                           | 45 926,00                |                           |
| <b>TOTAUX CUMULES</b>                                 | <b>127 722,23</b>        | <b>275 147,42</b>         | <b>203 301,83</b>        | <b>273 648,43</b>         | <b>331 024,06</b>        | <b>548 795,85</b>         |
| <b>RESULT. DEFINITIF FS</b>                           |                          | <b>147 425,19</b>         |                          | <b>70 346,60</b>          |                          | <b>217 771,79</b>         |



| LIBELLES  | INVESTISSEMENT           |                           | FONCTIONNEMENT           |                           | ENSEMBLE                 |                           |
|---|--------------------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|
|   | Dépenses ou déficits (1) | Recettes ou excédents (1) | Dépenses ou déficits (1) | Recettes ou excédents (1) | Dépenses ou déficits (1) | Recettes ou excédents (1) |
| <b>COMPTE ANNEXE POUR LOTISSEMENT LE MEXIQUE</b>  |                          |                           |                          |                           |                          |                           |
| Résultats reportés                                |                          | 5 149,34                  |                          |                           |                          | 5 149,34                  |
| Résultats affectés                                |                          |                           |                          |                           |                          |                           |
| Opérations de l'exercice                          | 5 149,34                 |                           | 6 355,85                 | 6 355,85                  | 11 505,19                | 6 355,85                  |
| <b>TOTAUX</b>                                     | 5 149,34                 | 5 149,34                  | 6 355,85                 | 6 355,85                  | 11 505,19                | 11 505,19                 |
| Résultats de clôture                              | 0,00                     |                           | 0,00                     |                           | 0,00                     |                           |
| Restes à réaliser                                 |                          |                           |                          |                           |                          |                           |
| <b>TOTAUX CUMULES</b>                             | 5 149,34                 | 5 149,34                  | 6 355,85                 | 6 355,85                  | 11 505,19                | 11 505,19                 |
| <b>RESULT DEFINITIFS</b>                          |                          | <b>0,00</b>               |                          | <b>0,00</b>               |                          | <b>0,00</b>               |
| <b>COMPTE ANNEXE POUR LOTISSEMENT LA COLLINE</b>  |                          |                           |                          |                           |                          |                           |
| Résultats reportés                                |                          |                           |                          |                           |                          |                           |
| Résultats affectés                                |                          |                           |                          |                           |                          |                           |
| Opérations de l'exercice                          | 27 608,53                | 27 608,53                 | 37 469,59                | 37 469,59                 | 65 078,12                | 65 078,12                 |
| <b>TOTAUX</b>                                     | 27 608,53                | 27 608,53                 | 37 469,59                | 37 469,59                 | 65 078,12                | 65 078,12                 |
| Résultats de clôture                              |                          | 0,00                      |                          | 0,00                      |                          | 0,00                      |
| Restes à réaliser                                 |                          | 0,00                      |                          | 0,00                      |                          | 0,00                      |
| <b>TOTAUX CUMULES</b>                             | 27 608,53                | 27 608,53                 | 37 469,59                | 37 469,59                 | 65 078,12                | 65 078,12                 |
| <b>RESULT DEFINITIFS</b>                          |                          | <b>0,00</b>               |                          | <b>0,00</b>               |                          | <b>0,00</b>               |
| <b>COMPTE ANNEXE POUR LOTISSEMENT LA VICTOIRE</b> |                          |                           |                          |                           |                          |                           |
| Résultats reportés                                |                          |                           |                          |                           |                          |                           |
| Résultats affectés                                |                          |                           |                          |                           |                          |                           |
| Opérations de l'exercice                          | 148 289,79               | 148 289,79                | 165 257,53               | 165 257,53                | 313 547,32               | 313 547,32                |
| <b>TOTAUX</b>                                     | 148 289,79               | 148 289,79                | 165 257,53               | 165 257,53                | 313 547,32               | 313 547,32                |
| Résultats de clôture                              |                          | 0,00                      |                          | 0,00                      |                          | 0,00                      |
| Restes à réaliser                                 |                          | 0,00                      |                          | 0,00                      |                          | 0,00                      |
| <b>TOTAUX CUMULES</b>                             | 148 289,79               | 148 289,79                | 165 257,53               | 165 257,53                | 313 547,32               | 313 547,32                |
| <b>RESULT DEFINITIFS</b>                          |                          | <b>0,00</b>               |                          | <b>0,00</b>               |                          | <b>0,00</b>               |
| <b>CONSOLIDATION TOUS BUDGETS CONFONDUS</b>       |                          |                           |                          |                           |                          | <b>727 871,91</b>         |

**Article 2 :** CONSTATE aussi bien pour la comptabilité principale que pour chacune des comptabilités annexes, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion votées le 11 mars 2011, relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

**Article 3 :** CONSTATE la sincérité des restes à réaliser.

**Article 4 :** VOTE et ARRETE les résultats définitifs, tels que résumés ci- dessus.

Adopté à l'unanimité.

**Délibération n° 2011.03.19**

**8.2. Vote du Compte de Gestion- Budgets ville, eau, assainissement et lotissements**

**Code Nomenclature : 7.1 DECISIONS BUDGETAIRES**

**Le Conseil Municipal,**

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2010, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2010,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2010, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les résultats du compte de gestion et du compte administratif sont identiques, Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 31 décembre 2010, y compris celles relatives à la journée complémentaire,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2010 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

**Après en avoir délibéré,**

**Article unique : DECLARE** que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2010 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de notre part.

**Adopté à l'unanimité.**

**Délibération n° 2011.03.20**

**8.3. Affectation du résultat du Budget ville**

**Code Nomenclature : 7.1 DECISIONS BUDGETAIRES**

**Le Conseil Municipal,**

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, la délibération n°2011.03.18 du 11 mars 2011, relative au vote du compte administratif,

Monsieur le Maire rappelle les résultats de l'exécution du Budget, votés au compte administratif de l'exercice 2010 :

|                        | <b>RESULTAT DE CLOTURE EXERCICE 2009 (COL. 1)</b> | <b>PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2010 (COL.2)</b> | <b>SOLDE D'EXECUTION EXERCICE 2010 (COL.3)</b> | <b>RESULTAT DE CLOTURE EXERCICE 2010 (COL.1+2+3)</b> |
|------------------------|---|---|--|--|
| Investissement         | - 144 273,58                                      |   | - 408 342,11                                   | - 552 615,69   |
| Fonctionnement         | 538 298,59  | 320 367,58  | 254 850,13                                     | 793 148,72   |
| <b>TOTAL DU BUDGET</b> | <b>394 025,01</b>                                 | <b>320 367,58</b>   | <b>- 153 491,98</b>                            | <b>240 533,03</b>                                    |

**A - Section Investissement :**

|   |                            |            |
|---|----------------------------|------------|
| Résultat d'exécution de l'exercice 2010                           | Besoin de financement..... | 408 342,11 |
| Résultat cumulé à la clôture de l'exercice 2010                   | Besoin de financement..... | 552 615,69 |
| Reste à réaliser  |                            |            |
| Dépenses .....  | 100 510                    |            |
| Recettes .....  | 267 685                    |            |
| Excédent de financement des restes à réaliser .....               | 167 175                    |            |
| Besoin de financement cumulé de la Section d'investissement ..... |                            | 385 440,69 |

**B - Section Fonctionnement :**

|   |                 |            |
|---|-----------------|------------|
| Résultat d'exécution de l'exercice 2010       | Excédent :..... | 254 850,13 |
| Résultat cumulé de clôture de l'exercice 2010 | Excédent .....  | 793 148,72 |

Considérant que la section d'investissement présente un besoin de financement,

**Après en avoir délibéré,**

**Article 1 : DECIDE** d'affecter l'excédent de clôture de la section Fonctionnement de l'exercice 2010 **en première part pour la couverture du déficit** au Budget Primitif 2011 :

- Compte 1068 – Réserves..... 385 440,69

**Article 2 : DECIDE** de reporter le solde sur la section de fonctionnement :

- Compte 002 : résultat de fonctionnement reporté..... 407 708,03

**Adopté à l'unanimité.**

**Délibération n° 2011.03.21****8.4. Affectation du résultat du Budget eau****Code Nomenclature : 7.1 DECISIONS BUDGETAIRES****Le Conseil Municipal,**

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, la délibération n°2011.03.18 du 11 mars 2011, relative au vote du compte administratif,

Monsieur le Maire rappelle les résultats de l'exécution du Budget, votés au compte administratif de l'exercice 2010 :

|                        | <b>RESULTAT DE CLOTURE EXERCICE 2009 (COL. 1)</b> | <b>PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2010 (COL.2)</b> | <b>SOLDE D'EXECUTION EXERCICE 2010 (COL.3)</b> | <b>RESULTAT DE CLOTURE EXERCICE 2010 (COL.1+2+3)</b> |
|------------------------|---|---|--|--|
| Investissement         | 31 144,28   |   | 14 076,53                                      | 45 220,81  |
| Exploitation           | 48 931,10   | 4 902,72  | 35 495,18                                      | 84 426,28  |
| <b>TOTAL DU BUDGET</b> | <b>80 075,38</b>                                  | <b>4 902,72</b>   | <b>49 571,71</b>                               | <b>129 647,09</b>                                    |

**A - Section Investissement :**

Résultat d'exécution de l'exercice 2010      Excédent de financement..... 14 076,53

Résultat cumulé à la clôture de l'exercice 2010      Excédent de financement..... 45 220,81

**Reste à réaliser**

Dépenses ..... 27 255

Recettes .....

Besoin de financement des restes à réaliser ..... 27 255

Excédent de financement cumulé de la Section d'investissement ..... 17 965,81

**B - Section d'Exploitation :**

Résultat d'exécution de l'exercice 2010      Excédent :..... 35 495,18

Résultat cumulé de clôture de l'exercice 2010      Excédent ..... 84 426,28

Considérant que la section d'investissement présente un excédent de financement,

**Après en avoir délibéré,****Article unique : DECIDE** d'affecter l'excédent de clôture de la section de d'exploitation de l'exercice 2010 en report sur la section d'exploitation :

• Compte 002 : résultat d'exploitation reporté..... 84 426,28

**Adopté à l'unanimité.**

**Délibération n° 2011.03.22****8.5. Affectation du résultat du Budget assainissement****Code Nomenclature : 7.1 DECISIONS BUDGETAIRES****Le Conseil Municipal,**

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, la délibération n°2011.03.18 du 11 mars 2011, relative au vote du compte administratif,

Monsieur le Maire rappelle les résultats de l'exécution du Budget, votés au compte administratif de l'exercice 2010 :

|                        | <b>RESULTAT DE CLOTURE EXERCICE 2009 (COL. 1)</b> | <b>PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2010 (COL.2)</b> | <b>SOLDE D'EXECUTION EXERCICE 2010 (COL.3)</b> | <b>RESULTAT DE CLOTURE EXERCICE 2010 (COL.1+2+3)</b> |
|------------------------|---|---|--|--|
| Investissement         | 205 325,23  |   | - 11 974,04                                    | 193 351,19   |
| Exploitation           | 58 642,50   |   | 11 704,10                                      | 70 346,60  |
| <b>TOTAL DU BUDGET</b> | <b>263 967,73</b>                                 |   | <b>- 269,94</b>                                | <b>263 697,79</b>                                    |

**A - Section Investissement :**

Résultat d'exécution de l'exercice 2010      Besoin de financement.....      11 974,04

Résultat cumulé à la clôture de l'exercice 2010      Excédent de financement.....      193 351,19

**Restes à réaliser**

Dépenses .....      45 926

Recettes .....      .....

Besoin de financement des restes à réaliser .....      45 926

Excédent de financement cumulé de la Section d'investissement .....      147 425,19

**B - Section d'Exploitation :**

Résultat d'exécution de l'exercice 2010      Excédent :.....      11 704,10

Résultat cumulé de clôture de l'exercice 2010      Excédent .....      70 346,60

Considérant que la section d'investissement présente un excédent de financement,

**Après en avoir délibéré,****Article unique : DECIDE** de reporter l'excédent de clôture de la section d'exploitation de l'exercice 2010 au Budget Primitif 2011 :

• Compte 002 : résultat d'exploitation reporté.....      70 346,60

**Adopté à l'unanimité.**

**Délibération n° 2011.03.23**

**9.1. Prise en charge du surcoût de restauration scolaire pour les enfants résidant à Périers et scolarisés en classe de CLIS à Coutances**

**Code Nomenclature : 7.10 DIVERS**

**Le Conseil Municipal,**

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** qu'il n'existe pas de classe de CLIS à Périers,

**Considérant** que les enfants résidant à Périers n'ont pas le choix d'être scolarisés en classe de CLIS à Coutances,

**Considérant** que la Commune prend en charge les frais de surveillance de 1,50 € pour les enfants prenant leur repas au restaurant scolaire et résidant à Périers,

**Après en avoir délibéré,**

**Article 1 :** DECIDE de prendre en charge la somme de 1,20 € par repas pour les enfants scolarisés en classe de CLIS à Coutances.

**Article 2 :** DIT que le versement de cette participation se fera sur présentation d'une facture de la Communauté de Communes du Canton de Coutances, au compte 658 « Charges diverses de gestion courante ».

**Adopté à l'unanimité.**

**Délibération n° 2011.03.24**

**9.2 Restauration scolaire- Suspension de l'encaissement des frais de surveillance réclamés aux communes extérieures**

**Code Nomenclature : 7.10 DIVERS**

**Le Conseil Municipal,**

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, la délibération n°85/2010 du 20 septembre 2010, par laquelle le Conseil Municipal a :

1) FIXE les tarifs de restauration scolaire à 3,80 € (décomposé comme suit : frais de repas : 2,18 € et frais de fonctionnement : 1,62 €).

2) FIXE les frais de surveillance des enfants à 1,50 € et DIT que pour les enfants de Périers, ces frais seront pris en charge par la Commune ; pour les enfants résidant hors Périers, ces frais seront réclamés aux communes extérieures ou à défaut aux parents.

VU, la délibération n°2011/9 du 31 janvier 2011, par laquelle le Conseil Municipal a fixé à 3,80 € le tarif de restauration scolaire, applicable aux usagers occasionnels et DIT que pour les enfants de Périers, les frais de surveillance de 1,50 € seront pris en charge par la commune ; pour les enfants résidant hors Périers, ces frais seront réclamés aux communes extérieures ou à défaut aux parents,

**Considérant** qu'à ce jour, trois communes ont accepté la prise en charge des frais de surveillance,

**Considérant** qu'une négociation avait été engagée avec les Maires des communes extérieures, afin d'aboutir à un consensus,

**Considérant** qu'il serait souhaitable de poursuivre cette négociation,

**Après en avoir délibéré,**

**Article 1 :** AUTORISE Monsieur le Maire à poursuivre la négociation engagée avec les Maires des Communes extérieures.

**Article 2 :** DECIDE de suspendre jusqu'au 30 juin 2011, l'encaissement des frais de surveillance fixés à 1,50 €, dans l'attente que l'ensemble des communes délibèrent sur leur prise en charge.

**Article 3 :** DIT que dans l'attente, seul le tarif de restauration scolaire applicable, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, soit 3,80 € sera réclamé aux parents.

**Adopté à l'unanimité.**

**Délibération n° 2011.03.25**

**10. Convention constitutive d'un groupement de commande pour l'amélioration de l'éclairage public**

**Code Nomenclature : 1.4 AUTRES TYPES DE CONTRAT**

**Le Conseil Municipal,**

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, le diagnostic effectué par l'Agence Manche Energie sur les améliorations à apporter sur l'éclairage public,

VU, les besoins recensés sur la commune,

Considérant qu'il serait souhaitable de lancer une consultation pour la fourniture et la pose :

- d'horloges astronomiques
- de coffrets de commande des postes d'éclairage public
- de luminaires

**Considérant** qu'un groupement de commande pourrait être formé, ce qui permettrait de simplifier les démarches et de réaliser des économies importantes,

**Considérant** que conformément aux dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, son fonctionnement est formalisé par une convention,

**Considérant** que la commune de Périers pourrait être désignée coordonnateur du Groupement, à charge pour elle de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du co- contractant,

**Considérant** que chaque Collectivité membre pour ce qui la concerne, s'assurera de sa bonne exécution, notamment en ce qui concerne le paiement du prix.

**Après en avoir délibéré,**

**Article 1 :** AUTORISE la constitution et l'adhésion de la commune au groupement de commande auquel participeront les collectivités locales suivantes :

- ☞ la commune de Feugères
- ☞ la commune de Gorges
- ☞ la commune de Saint Sébastien de Raids
- ☞ S.I.A.T.R Syndicat Aménagement Touristique et Rural en pays des Marais
- ☞ la commune de Périers

**Article 2 :** ACCEPTE les termes de la convention constitutive du groupement de commande pour l'amélioration de l'éclairage public.

**Adopté à l'unanimité.**

**Délibération n° 2011.03.26**

**11. Revalorisation de l'indemnité du Garde- Champêtre**

**Code Nomenclature : 4.5 REGIME INDEMNITAIRE**

**Le Conseil Municipal,**

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, la délibération du Conseil Municipal en date du 16 septembre 1997, ayant fixée le taux de l'indemnité spéciale mensuelle de fonction du cadre d'emploi des gardes- champêtres à 10%,

VU, le décret n°2006-1397 du 17 novembre 2006 précisant que « L'Assemblée délibérante de la collectivité territoriale qui les emploie peut décider que les fonctionnaires du cadre d'emplois des agents de police municipale et ceux du cadre d'emplois des gardes champêtres perçoivent une indemnité spéciale mensuelle de fonctions déterminée en appliquant au montant mensuel du traitement soumis à retenue pour pension de l'agent concerné un taux individuel fixé **dans la limite des taux maximums suivants :**

**Cadre d'emploi des gardes- champêtres : 16%**

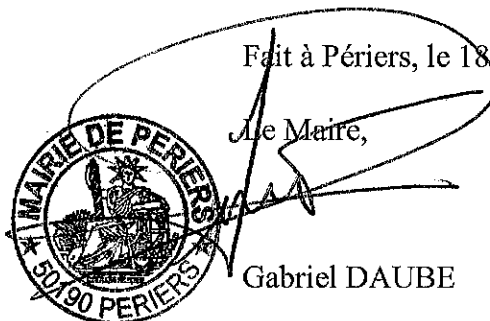
**Après en avoir délibéré,**

**Article unique : FIXE** le taux de l'indemnité spéciale mensuelle de fonction du cadre d'emploi des gardes- champêtres à 16%.

**Adopté à l'unanimité.**

Fait à Périers, le 18 mars 2011,

Le Maire,



Gabriel DAUBE